

PRÉSIDENCE

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

N° 3519-2023/ARR/DAEM

AMPLIATIONS

Commissaire délégué	1
JONC	1
Archives NC	1
DAEM	1
Ville de Boulouparis	1

ARRÊTÉ

relatif au bilan de la concertation administrative réalisée dans le cadre de la procédure de révision du plan d'urbanisme directeur (PUD) de la ville de Boulouparis

LA PRÉSIDENTE DE L'ASSEMBLÉE DE LA PROVINCE SUD

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie,

Vu le code de l'urbanisme de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 34-2013/APS du 29 août 2013 approuvant le plan d'urbanisme directeur de la commune de Boulouparis ;

Vu l'arrêté n° 2838-2016/ARR/DFA du 18 octobre 2016 relatif à la mise en révision du plan d'urbanisme directeur de la ville de Boulouparis ;

Vu la délibération du conseil municipal de la Ville de Boulouparis n° 28/2017 du 1^{er} juin 2017 relative à la mise en révision du plan d'urbanisme directeur de la ville de Boulouparis ;

Vu le rapport n° 140666-2022/13-ACTS/DAEM du 16 août 2023,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Est arrêté le bilan de la concertation administrative mise en œuvre dans le cadre de la procédure de révision du plan d'urbanisme directeur (PUD) de la ville de Boulouparis.

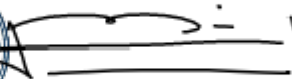
ARTICLE 2 : Le bilan de la concertation administrative comprend :

- les procès-verbaux des réunions des comités d'études ;
- la liste des personnes et organismes consultés au cours de l'enquête administrative ;
- la synthèse des avis émis.

ARTICLE 3 : Le bilan de la concertation administrative est joint au dossier de plan d'urbanisme directeur qui sera soumis à enquête publique.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté¹ sera transmis à Monsieur le commissaire délégué de la République, notifié à la Ville de Boulouparis et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

Le deuxième vice-président


The image shows a circular official stamp of the 'NOUVELLE-CALÉDONIE PROVINCE SUD' on the left. To its right is a handwritten signature in black ink, which appears to be 'Gil Brial'. The signature is written over two horizontal lines.

GIL BRIAL

¹ NB : Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, vous disposez d'un délai de deux mois, à compter de la notification de cet acte, pour contester cette décision devant le tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr ».